



2ème DIALOGUE POLITIQUE AFRIQUE DE GSEF
L'Économie Sociale et Solidaire
pour une Urbanisation Maîtrisée et Inclusive des Villes Africaines
Bamako, Mali, 25-26 avril 2019

Déclaration de Bamako

Nous, élus locaux et représentants de collectivités territoriales, d'organisations de réseaux de l'économie sociale et solidaire de 8 pays d'Afrique de l'ouest et centrale (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Togo) participants au 2ème Dialogue Politique Afrique de GSEF à Bamako, Mali, affirmons qu'une démarche inclusive et globale de promotion de l'ESS incluant tous les acteurs est nécessaire pour un développement durable des territoires.

Sur la base des échanges qui se sont tenus ce jour sous le leadership de la Ville de Bamako, Vice-président pour l'Afrique de GSEF, nous, élus locaux et représentants de collectivités territoriales, d'organisations et de réseaux de l'économie sociale et solidaire, nous engageons à :

- ❖ Elaborer un plan d'action afin de poursuivre les efforts d'information, de communication, de sensibilisation, et de promotion de l'ESS pour son appropriation dans les territoires, particulièrement auprès et entre les élus;
- ❖ Construire et animer un cadre de partenariat multi-acteurs (états, collectivités territoriales et faitières, organisations/faitières de l'ESS, organismes de finance sociale et solidaire, acteurs académiques, et acteurs "responsables" du secteur privé) en tant qu'espace d'échange, de partage des bonnes pratiques entre pairs, et de construction de stratégies;
- ❖ Organiser l'échange d'expertises et d'expériences autour de l'ESS dans les différents pays de la région;
- ❖ Développer et mobiliser sans délai des partenariats stratégiques avec les réseaux internationaux de l'ESS et autour des mécanismes des Nations Unies qui promeuvent l'ESS (GSEF, OIF, RIPESS, UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy, GPIESS...) afin d'accroître les synergies;
- ❖ Réaliser un état des lieux et une cartographie de l'ESS dans nos territoires et pays afin d'identifier les acteurs, les problèmes, les potentialités, les moyens, les actions possibles, et les accompagnements nécessaires et, sur cette base, élaborer une approche structurée par l'ESS et à terme, une stratégie de co-construction des politiques publiques et des cadres législatifs en faveur de l'ESS pour tout le continent;
- ❖ Initier un plaidoyer auprès des institutions régionales, continentales et internationales (ONU, Union Africaine, UDEAC, CEMAC, UEMOA, CGLU Afrique, BAD, etc) pour l'intégration de l'ESS dans les stratégies, les actions de développement et leur financement;
- ❖ Encourager la mise en oeuvre de démarches, stratégies et outils innovants au sein des collectivités territoriales et des intercommunalités pour accompagner le développement de l'ESS dans les territoires;
- ❖ Appuyer la mise en place d'un secrétariat d'appui au mandat de vice-présidence pour l'Afrique de GSEF (mi-juin 2019) et s'assurer de la tenue régulière du dialogue politique Afrique;
- ❖ Soutenir l'organisation d'une Rencontre de restitution et de suivi du 2ème Dialogue Politique Afrique de GSEF avec les autres pays de l'Afrique de l'ouest permettant le partage de l'étude de cas sur la transition du secteur informel de la ville de Bamako, la formalisation de la création du réseau ouest-africain des élus locaux en ESS, et l'adoption d'une feuille de route (septembre-octobre, Bamako);
- ❖ Soutenir l'organisation du 3ème Dialogue Régional Afrique de l'est (août 2019, Kampala)

- ❖ Soutenir l'organisation du 4ème Dialogue Régional Afrique australe & Maghreb (novembre 2019, Afrique du sud)
- ❖ Soutenir l'organisation du 1er Forum Africain de l'ESS sur la *construction de politiques publiques et le financement de l'ESS*, avec la participation des organismes intergouvernementaux africains et de coopération internationale (mars 2020, Maroc)

En outre, nous recommandons plus spécifiquement la mise en œuvre des actions suivantes:

Gouvernement centraux

- Introduire l'économie sociale et solidaire dans les curricula afin d'enseigner aux élèves, futurs acteurs de l'ESS, les concepts liés à l'ESS aussi tôt que possible
- Garantir l'effectivité de la décentralisation en terme de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'ESS

Gouvernements centraux et collectivités territoriales

- Mettre en place un cadre législatif et réglementaire approprié pour la promotion de l'ESS dans tous les pays

Collectivités territoriales

- Inscrire la promotion de l'ESS dans les plans de développement locaux
- Mettre en place des dispositifs appropriés de formation des élus, des techniciens des collectivités et d'autres acteurs sur l'ESS

Collectivités territoriales et acteurs de l'ESS

- Susciter la désignation des ambassadeurs de l'ESS dans chaque pays pour un portage politique de haut niveau
- Plaider pour la prise en compte des entreprises de l'ESS dans la commande publique
- Soutenir les dynamiques de jeunesse dans l'ESS et les inclure en tant qu'acteurs clés de la promotion de l'ESS
- Faire un plaidoyer pour une fiscalité adaptée aux réalités de l'ESS
- Identifier et constituer un réseau de chercheurs et d'instituts universitaires afin de promouvoir l'enseignement et la recherche dans le domaine de l'ESS
- Identifier et constituer un pôle de spécialistes et d'experts en politiques publiques de l'ESS en Afrique afin de disposer de ressources dans les processus de plaidoyer et de planification

Nous déclarons notre engagement envers la réalisation de ces résolutions et affirmons avec force que, du fait de sa capacité à ne laisser personne en marge du développement, l'ESS n'est pas une alternative; elle doit devenir la règle.